

Service de la Protection de l'Environnement et la Nature  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 Rennes

Rennes, le 26/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SARL ECOVOLT**

La Gloriette  
35360 Boisgervilly

Références : 20260226-0005520131-R  
Code AIOT : 0005520131

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement SARL ECOVOLT implanté La Gloriette 35360 Boisgervilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée dans le cadre d'une opération de contrôle des rejets dans le milieu naturel

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL ECOVOLT
- La Gloriette 35360 Boisgervilly
- Code AIOT : 0005520131
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Unité de méthanisation sous le régime de la déclaration

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration	Code de l'environnement du 25/03/2022, article R512-47	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Rétentions – volume	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10	Demande d'action corrective	4 mois
6	Rétentions – étanchéité	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10	Demande d'action corrective	4 mois
8	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.9	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.15	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5	Sans objet
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.9	Sans objet
7	EAU : Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3	Sans objet
9	Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés lors de l'inspection, l'exploitant doit mettre à jour sa déclaration ICPE, couvrir la fosse de stockage de digestat, réaliser le contrôle périodique, réaliser les analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel, finaliser et vérifier le volume de la rétention de l'unité de méthanisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2022, article R512-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement et régime ICPE applicables
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. II. Les informations à fournir par le déclarant sont : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ; 2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ; 3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ; 4° Si l'installation figure sur les listes mentionnées au III de l'article L. 414-4, une évaluation des incidences Natura 2000 ; 5° Le cas échéant, la mention des demandes d'autorisation ou des déclarations déjà déposées pour l'installation au titre d'une autre législation, avec la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente, ou des demandes d'autorisation ou déclarations que le déclarant envisage de déposer pour cette même installation avec la mention de l'autorité compétente. III. - Le déclarant produit : - un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ; - un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus. IV. Le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toute nature ainsi que de gestion des déchets de l'exploitation sont précisés. La déclaration mentionne, en outre, les dispositions prévues en cas de sinistre. V. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration et les conditions dans lesquelles cette déclaration et les documents mentionnés au présent article sont transmis par voie électronique.
<b>Constats :</b>  L'unité de méthanisation est déclarée par récépissé de déclaration n°42813 du 28 septembre 2015 pour l'exploitation d'une unité de méthanisation d'une capacité de traitement de 16.3 t/j. Le volume d'intrant utilisé en 2025 est de 8464 t, soit un tonnage moyen de 23t/j en 2025, ce qui est supérieur au tonnage maximal autorisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Vous devez régulariser votre situation administrative et déclarant votre augmentation de tonnage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Réalisation des contrôles périodiques L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".  L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b>  Le contrôle périodique "installations classées" n'est pas réalisé. L'exploitant nous a fourni le rapport de "Contrôle suite à modification de l'installation au titre de l'article R311-45 du code de l'énergie".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Vous devez faire réaliser le contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du code de l'environnement. Ce contrôle doit être réalisé par un organisme agréé, dont la liste est disponible via ce lien : <a href="https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2025-12/Liste%20OA%20version%20%202025_2.pdf">https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2025-12/Liste%20OA%20version%20%202025_2.pdf</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 3 : Clôture de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est

déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection la clôture de la méthanisation était ouverte sur la partie extérieure du site. Suite au contrôle, l'exploitant a refermé la clôture de l'unité de méthanisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. À cet effet, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.  Objet du contrôle : - étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ; - capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil par exemple).
<b>Constats :</b>  Il n'y a pas d'ouvrage de stockage dédié à l'unité de méthanisation. Les intrants sont stockés dans les ouvrages de l'exploitation laitière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Rétentions – volume**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent 2.10.1, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage

<p>des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total).</p> <p>Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10<sup>-7</sup> mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé d'une rétention. L'exploitant prévoit de modifier le regard de visite du réseau de drainage, afin de prévenir le risque de fuite en cas de débordement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 6 : Rétentions – étanchéité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité.</p> <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante</p> <p>Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point 2.10.3. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le volume de la rétention respecte les prescriptions du point 2.10 de l'arrêté de prescription général. A savoir, le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Les volumes, à prendre en compte, sont les volumes totaux des ouvrages.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 7 : EAU : Réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques de pollution des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires « susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) » des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.  « Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.  « Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues au point 5.5.  Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site. L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.  En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les valeurs limites autorisées au point 5.5 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur
<b>Constats :</b>  L'ensemble des eaux de l'unité de méthanisation et de l'atelier laitier sont collectées dans deux lagunes, avant un rejet dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques de pollution des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 susceptibles d'être émis par l'installation est effectuée sur les effluents rejetés, au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.  Le débit est également mesuré, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m <sup>3</sup> /j.

<p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- analyse des effluents rejetés au moins une fois tous les trois ans</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse des eaux de rejet. Le seul point de rejet issu de la méthanisation est le rejet des lagunes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Vous devez réaliser une analyse des eaux de drainage rejetées dans le milieu naturel. Ces eaux respecteront les critères du point 5.5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</li> <li>- température &lt; 30 °C.</li> <li>- matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;</li> <li>- DBO5 : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;</li> <li>- azote global : la concentration en moyenne mensuelle ne doit pas dépasser 30 mg/ l si le flux journalier excède 50 kg/ j, 15 mg/ l si le flux journalier excède 150 kg/ j et 10 mg/ l si le flux journalier excède 300 kg/ j ;</li> <li>- phosphore total : la concentration en moyenne mensuelle ne doit pas dépasser 10 mg/ l si le flux journalier excède 15kg/ j, 2 mg/ l si le flux journalier excède 40 kg/ j, et 1 mg/ l si le flux journalier excède 80 kg/ j.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 9 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : DFA</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration des flux d'azote est réalisée pour la campagne culturale 2024/2025. L'étape de traitement des effluents par méthanisation est renseignée dans la déclaration.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Stockage du digestat**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2.15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Les équipements de Méthanisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant au moins quatre mois ou pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible. Cette disposition n'est pas applicable si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.  Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours
<b>Constats :</b>  La fosse de stockage du digestat n'est pas couverte.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois